

Le Président

Paul Champsaur
Président
Autorité de régulation des postes et des
communications électroniques
7 square Hymans
75730 Paris cedex 15

Paris, le 14 avril 2006

Objet : *Consultation publique sur un projet de décision de l'Autorité relatif aux modalités techniques et tarifaires de l'offre de vente en gros de l'accès au service téléphonique*

Monsieur le Président,

L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de s'exprimer sur les conditions de mise en œuvre de l'offre de gros de revente de l'abonnement de France Télécom à l'occasion de la consultation citée en objet.

Sans entrer dans les détails de l'offre de référence de France Télécom - qui ont fait l'objet d'une large concertation avec les opérateurs - et des obligations que l'Autorité entend lui appliquer, il nous apparaît particulièrement important d'attirer son attention sur certaines des modalités techniques, opérationnelles et tarifaires envisagées pour cette offre qui font, qu'en l'état, elle ne satisfera pas à son objectif premier, à savoir permettre l'émergence de la concurrence sur le segment de l'accès au service téléphonique et mettre ainsi fin au quasi monopole de France Télécom sur ce marché.

En effet, cet objectif ne peut être atteint que si les concurrents de l'opérateur historique sont mis en mesure de répliquer l'abonnement de ce dernier dans des conditions qui leur permettent d'offrir un service au moins aussi complet en termes de fonctionnalités, et à un prix compétitif avec celui de l'opérateur historique.

Or, d'une part, les prestations techniques qui sont aujourd'hui offertes par France Télécom ne permettent pas de répliquer l'intégralité des services associés à son offre d'accès et d'autre part, le tarif de l'offre de gros de revente ne suffit pas à garantir les conditions économiques nécessaires pour permettre aux opérateurs tiers d'offrir, sans encourir de pertes, un service d'accès téléphonique qui puisse concurrencer celui de France Télécom.

m

1. Modalités techniques et opérationnelles de l'offre de revente en gros de l'abonnement téléphonique

En n'incluant pas certaines prestations qui permettraient aux opérateurs tiers de répliquer l'intégralité des services fournis par France Télécom en association avec son service d'accès au téléphone, l'offre de référence de revente de l'abonnement, telle que spécifiée dans le projet de décision de l'Autorité, crée une distorsion de concurrence au préjudice des opérateurs alternatifs.

Tel est le cas, en particulier, du service de messagerie vocale que l'offre VGAST de France Télécom ne permet pas de répliquer, au contraire ce qui est observé dans tous les pays européens où l'offre de revente en gros de l'abonnement est mise en œuvre. Or, ce service fait aujourd'hui partie des habitudes de consommation des clients de France Télécom auxquels il est offert gratuitement. Partant de là ces clients, faute de le trouver dans les offres des opérateurs alternatifs, peuvent se voir dissuadés de quitter l'opérateur historique.

Il nous paraît donc nécessaire que l'Autorité enjoigne France Télécom d'offrir des services équivalents entre ses offres de gros et de détail, notamment en ce qui concerne la messagerie vocale.

Par ailleurs, la transparence de la parution à l'annuaire n'est pas assurée contrairement à ce qui existe dans d'autres pays.

D'un point de vue plus opérationnel :

- la décision finale de l'Autorité devrait prévoir un délai maximum de transmission des éléments financiers nécessaires à la facturation de l'appelant, permettant aux opérateurs utilisateurs de facturer au plus vite et simultanément les prestations VGAST (frais, abonnement, et trafic hors CPS) et le trafic en présélection ;
- le système de collecte des informations nécessaires à la facturation (PASE) nous paraît particulièrement complexe à mettre en œuvre ;
- Les modalités de la "VGA subséquente" devraient être ajoutées ;
- l'absence d'intermédiation financière pour les services à revenus partagés (+ 118XYZ) est un réel handicap, lequel pourrait s'alourdir encore en mars 2007 avec l'arrêt de l'intermédiation financière sur les services à coûts partagés

2. Modalités tarifaires de l'offre de revente en gros de l'abonnement téléphonique.

Sans préjuger de la mise en œuvre de la méthode d'orientation vers les coûts que l'Autorité semble vouloir appliquer aux tarifs de l'offre de référence de revente en gros de l'abonnement téléphonique, nous craignons que l'empilement des coûts qu'elle juge pertinents, en sus du coût d'usage du réseau d'accès - assimilables pour la partie rémunération du capital et exploitation de la boucle locale à ceux du dégroupage total - aboutissent à un tarif trop élevé pour garantir l'espace économique suffisant permettant aux opérateurs tiers de répliquer l'abonnement de France Télécom.

Il nous apparaît dès lors nécessaire, au-delà de l'orientation vers les coûts, de garantir en premier lieu que les opérateurs tiers ne soient pas victimes d'un effet de ciseaux tarifaires sur le marché de détail de l'accès au service téléphonique.

Or, force est de constater :

- d'une part, que l'augmentation du tarif récurrent de la VGAST pour suivre celle du tarif de détail de France Télécom, telle qu'elle est programmée dans l'offre publiée par France Télécom le 23 mars 2006, est manifestement contraire au principe d'orientation vers les coûts ;
- d'autre part, que ces mêmes tarifs, en instituant un rabais de seulement 1,64 €¹ par rapport au prix facturé au consommateur pour l'abonnement, offert au public par l'opérateur historique, ne permettent pas l'émergence d'offre d'accès concurrentes.

En effet, avec cette marge brute, l'opérateur alternatif doit être en mesure à minima de supporter les coûts commerciaux encourus pour la fourniture, au niveau du marché de détail, de ce service, à savoir :

- les coûts d'acquisition (coût d'acquisition, coût de traitement, d'enregistrement et d'activation des demandes de souscriptions) ;
- les coûts de service client et de fidélisation ;
- les coûts de facturation ;
- le coût des impayés.

Or, ces coûts peuvent être supérieurs pour les opérateurs alternatifs à ceux de France Télécom, car ils ne disposent pas des mêmes volumes ni du même historique : ainsi, les différents benchmark communiqués par nos membres montrent que ces coûts commerciaux ne sauraient être inférieurs à []².

A ce titre, la décision définitive de l'Autorité doit permettre de créer un espace tarifaire durable entre la redevance mensuelle payée par les opérateurs tiers pour la prestation VGAST et le prix de l'abonnement de détail de France Télécom qui leur permette d'une part, d'absorber ces coûts sans encourir de perte, et d'autre part, de se différencier de l'offre de France Télécom au bénéfice des consommateurs.

Une méthode tarifaire qui n'aboutirait pas à ce résultat, créerait inévitablement un effet de ciseaux tarifaires contraire aux objectifs de la régulation tels qu'ils sont définis à la fois par le cadre réglementaire européen et la législation nationale sectorielle en vigueur.

Au-delà, il nous apparaît que, si une méthode d'orientation vers les coûts devait être retenue, elle devrait répondre à minima aux deux objectifs suivants :

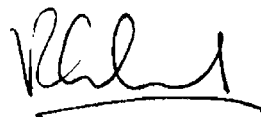
- les coûts de France Télécom, et notamment ceux de la paire de cuivre, n'augmentant pas avec le temps, il nous apparaît que le coût de l'offre de la revente ne doit également pas être impacté par les hausses du tarif de France Télécom sur son offre de détail ;
- les coûts de certaines options, aujourd'hui facturées à environ 50% des tarifs de détail alors qu'elles n'engendrent pas de coût particulier pour France Télécom, doivent être annulés, afin également de contribuer à améliorer l'espace économique aujourd'hui insuffisant.

¹ Situation au 1^{er} juillet 2006, lorsque le prix de l'abonnement téléphonique de France Télécom sera passé à 15 €, soit 12,54 € HT.

² **Secret des affaires**

Enfin, une décision de l'Autorité qui assurerait légitimement l'atteinte de ces objectifs au titre des obligations de contrôle tarifaire de l'offre de revente en gros de l'abonnement de France Télécom, devrait nécessairement entraîner la révision de l'actuel tarif du dégroupage total pour ne pas créer de désincitation à l'investissement, étant entendu que, comme le démontre les nombreuses productions de l'AFORST communiquées à l'ARCEP, le tarif récurrent d dégroupage total pourrait être fixé dans une fourchette comprise entre 6,5 et 7 € HT en assurant une juste rémunération des investissements de France Télécom sans la conduire à vendre en dessous de ses coûts.

En espérant que l'Autorité voudra bien prendre en compte ces remarques, je vous d'agréer, Monsieur le Président l'expression de mes salutations distinguées.



Richard Lalande